

Les conséquences des inégalités: un prix lourd à payer!

À long terme, les inégalités

- coûtent plus chers à l'État;
- favorisent la criminalité;
- entravent la mobilité sociale.

L'accroissement des inégalités nuit

- à la cohésion sociale;
- à la démocratie;
- au développement à long terme.

Les partis nationalistes en tirent profit

- avec leurs propositions racistes, antieuropéennes et passéistes.

La réduction des inégalités

- entraîne une croissance plus durable;
- favorise la stabilité économique;
- permet d'investir davantage dans des projets à long terme.



Quelques revendications des JSL pour la lutte contre les inégalités

- Création d'un Conseil national de lutte contre les inégalités (CNLI)
- Instauration de l'impôt sur la fortune pour les personnes les plus aisées
- Augmentation de l'imposition de « warrants » et « stock-options »
- Instauration du PIB du bien-être
- Prolonger la période des allocations de chômage
- Abolir la règle des 52 semaines en matière de congé de maladie qui place les personnes malades dans une situation de précarité
- Simplifier l'accès au crédit immobilier et l'accès à la location, en renforçant les garanties bancaires et en mettant l'accent sur les jeunes actifs
- Réglementer et réguler le stage en entreprise
- Favoriser les contrats de travail CDI en augmentant la part patronale des cotisations sociales pour les CDD
- Réduire la garantie locative de trois mois de loyer à un mois
- Favoriser la colocation par réglementation
- Imposition des immeubles vides au même taux qu'un immeuble qui perçoit un revenu de location

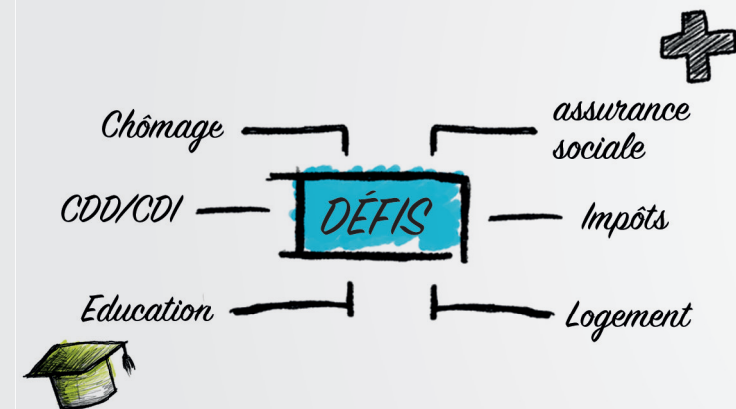
**Les inégalités nous concernent tous,
alors engageons-nous
pour une société plus juste !**



aux inégalités salariales

Les inégalités – une réalité inacceptable

Depuis les années 1980, les inégalités se creusent partout dans le monde. Aujourd'hui, 1% de la population détient plus que les 99% restants.



Objectif:
ÉGALITÉ

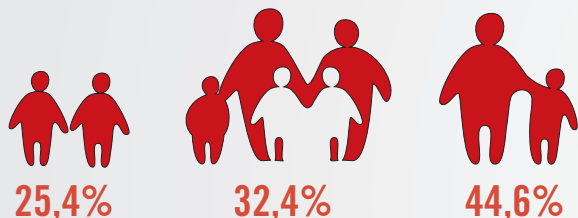


Suite à la montée en puissance de la politique néolibérale, aux Etats-Unis et en Europe, les riches voient leurs impôts diminuer, tandis que le reste de la population doit en payer les frais. Le PIB devient l'instrument ultime afin de comparer la performance économique des pays – sans se soucier de l'environnement ou du bien-être de la population.

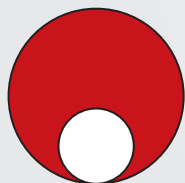
Faits & chiffres

Le taux de risque de pauvreté:

Enfants Familles avec plus de 2 enfants Familles monoparentales

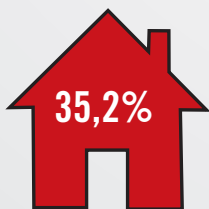


11,6 % Taux de décrochage scolaire



Les 20% les plus riches possèdent un revenu 4,5 fois supérieur à celui de 20% les moins aisés

Taux global des ménages faisant face à de lourdes charges financières liées au logement s'établit à

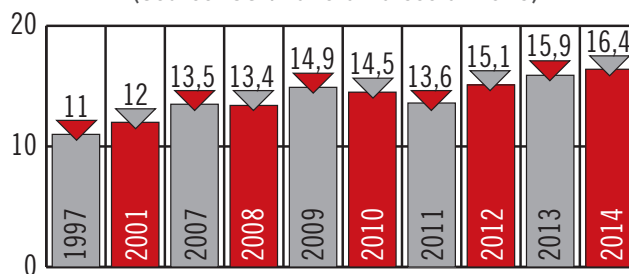


35,2%

1.922,96 € Salaire social minimum en 2016

Depuis 2010, le pouvoir d'achat des bas salaires (S20) n'a augmenté que de **1,4%** tandis que celui des hauts salaires a connu une progression de presque **4%**.

Evolution du taux de risque de pauvreté
(Source: CSL/Panorama social 2016)



Prix moyen d'un loyer en 2015
1.379,00 € pour un appartement

Depuis 2005 le coefficient de GINI suit une tendance croissante et s'élève en 2014 à **28,7**



Taux de risque de pauvreté global:
16,4% en 2014 (83.000 personnes), après pensions et transferts sociaux!



Depuis 2009, hausse du nombre de salariés rémunérés aux SSM: en 2014, ce taux s'élève à **16,5%**

Une évolution inacceptable, sachant qu'au Luxembourg:

- En 2016 le taux de chômage s'élève à 6,5 %;
- le PIB a connu la plus forte croissance en Europe en 2015;
- le taux d'imposition effectif des entreprises se range parmi les plus faibles en Europe;
- les salaires les plus élevés ont plus vite augmenté que ceux des ménages moins aisés.

**Une politique adaptée devient nécessaire !
L'État ne peut pas se soustraire à sa responsabilité!**